

Liste d'articles non exhaustive

1) L'homme qui voulait taxer les robots.

Article réservé aux abonnés
par [Francis MIZIO](#)
publié le 22 mai 1998 à 2h07

Quoiqu'il en veuille aux machines, John Mitchell n'est pas un

luddite. Britannique d'origine, il a 45 ans, vit en France, où il est informaticien pour la mairie de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Et il n'a pas envie de casser les ordinateurs. Il serait le premier au chômage et le chômage, c'est ce qu'il combat. «On m'a demandé une fois lors d'un passage à la télévision: "Vous voulez casser à nouveau les métiers à tisser, c'est ça? Bien sûr que non: mais les patrons, eux, cassent les gens, voire leurs propres machines car il faut sans cesse les renouveler.» D'ailleurs, il insiste pour éviter tout quiproquo: «Je ne suis pas contre le progrès, bien au contraire. La carte à puce du médecin, c'est formidable, c'est pratique" Mon problème est seulement: que vont devenir toutes les femmes qui saisissaient les feuilles de Sécu? La Sécu va économiser de l'argent, les Assedic vont payer et les gens seront désespérés. C'est anormal, on met les gens en situation de ne plus savoir quoi faire.» Ce que propose John Mitchell est simple: il veut taxer les machines de sa «cotisation Rose». Rose pour «Robots, ordinateurs et systèmes experts». Le bénéfice de cette taxe servirait à créer des emplois, à assister les chômeurs, à financer des formations, à aider les entreprises à embaucher" La ville de Bruxelles a adopté une formule de ce type en imposant une vignette sur les ordinateurs. Et 4x8, son association, milite inlassablement pour cette idée en se livrant à des performances sur des lieux de manifestations, comme à Renault-Vilvorde, en distribuant des tracts, organisant des réunions, contactant associations de chômeurs, syndicats, hommes politiques, collant des vignettes militantes à la sauvette sur les ordinateurs ou les distributeurs bancaires, voire en faisant depuis peu du prosélytisme aux Tuileries comme sur le Web (1).

John Mitchell puise son énergie dans l'autre grande cause qu'il défend, la semaine de quatre jours (avec un week-end de trois jours), soit les «32 heures non annualisées» répondant à l'objectif qui est de «travailler moins pour travailler tous et vivre mieux». Le fait qu'on en soit arrivé aux 35 heures «quoique dans un cadre non satisfaisant», l'électrise. Et la cause des 32 heures de 4x8, fondée en 1985 avec une poignée de sympathisants rencontre aujourd'hui «des milliers» de convertis. «C'est pourquoi je pense qu'il en sera de même pour la cotisation Rose: un jour les gens ne se diront plus que nous sommes fous, mais que nous avons raison.» Il est persuadé que sa cotisation s'imposera. «Un signe que l'idée gêne»: sous prétexte de l'aider dans son combat pour les 32 heures, IBM aurait tenté de «l'infiltrer» à condition qu'il abandonne ses idées de taxe.

Le raisonnement de John Mitchell est le suivant: «A job égal, les salariés ne sont pas compétitifs avec les machines, d'abord parce qu'ils sont moins efficaces, ensuite parce qu'ils représentent de lourdes charges sociales pour l'employeur.» L'idée de la cotisation Rose est donc de rétablir l'équilibre pour qu'il n'y ait pas de «concurrence déloyale» accrue entre humains et machines, lesquelles doivent devenir les «nouvelles vaches à lait». En faisant payer une taxe sur les robots, ordinateurs et systèmes experts, la compétition se réduirait, le chômage aussi. Un moyen d'endiguer aussi l'automatisation qui cause des vagues de licenciements. «Songeons que le PDG de Renault a dit: si vous nous imposez les 35 heures, on met des robots partout», s'emporte-t-il.

La cotisation Rose frapperait les petits ordinateurs comme les gros systèmes, lecteurs de cartes, distributeurs, robots, pompes à essence automatiques, billetteries, trieuses postales" et serait une «taxe sur la capacité de production» basée sur un ratio de son invention, le Mac/Man (Machine/homme), évaluant la capacité de production d'une machine par rapport à l'homme. John

Mitchell avance des chiffres. Les siens. Sa balance comptable tombe juste: «Le chômage coûte 700 milliards, affirme-t-il. Voilà comment je les récupère avec le passage aux 32 heures et la cotisation Rose [40 milliards estimés, ndlr] et comment je les réemploie de façon utile en les redistribuant en aide aux chômeurs et aux entreprises pour l'embauche.» Il relève la tête de ses chiffres, radieux: il pense pouvoir créer cinq millions d'emplois.

(1) Tous les premier et troisième samedis du mois de 14h30 à 16h30 au jardin des Tuileries, à Paris, et sur le Web: www.perso.hol.fr/~jmitche/index.htm

https://www.liberation.fr/ecrans/1998/05/22/l-homme-qui-voulait-taxer-les-robots_236981/

Portrait

2) Le forçat de la semaine de quatre jours Pour faire passer cette idée et celle des cotisations sociales sur les machines, John Mitchell manifeste un samedi sur deux aux Tuileries.

Article réservé aux abonnés

par [Olivier COSTEMALLE](#)

publié le 2 septembre 1995 à 8h39

John Mitchell est un drôle de type. Depuis des mois, un samedi sur

deux, cet Ecossois de 42 ans manifeste avec quelques copains dans le jardin des Tuileries, à Paris, contre le chômage et pour la semaine de quatre jours. Le défilé rassemble le plus souvent une petite dizaine de personnes, cinquante dans les meilleurs jours. N'importe qui d'autre aurait laissé tomber depuis longtemps. Pas lui. «Si je dois me retrouver tout seul, je m'adresserai directement aux gens, comme ça se fait à Hyde Park», dit-il dans un français parfait qui tranche avec son accent britannique prononcé.

Pas grand, un peu rond, yeux bleus, allures de cadre moyen, John Mitchell n'est pas un de ces farfelus qui cherchent à tout prix à faire parler d'eux ou à passer à la télé. C'est un militant, accrocheur, appliqué, qui ne lâche pas son interlocuteur avant de l'avoir convaincu de la justesse de ses arguments. Informaticien à la mairie de Saint-Denis le jour, il passe ses soirées à rédiger un petit journal «qui sort quand il peut», ses week-ends à écrire à tout ce que le pays compte d'hommes politiques, de chefs d'entreprise, de journalistes. Malgré les protestations de son épouse, il a installé une photocopieuse dans la chambre à coucher de leur pavillon d'Herblay (Val-d'Oise), parce que «dans le garage, c'est trop humide».

Il évalue lui-même à une trentaine d'heures par semaine le temps qu'il consacre à son association, le «Mouvement 4x8», fondée en 1992. «C'est beaucoup trop, je m'en rends compte. Je ne vois pas assez mes trois garçons, surtout le petit dernier qui a six ans.» Côté finances aussi, l'investissement est lourd. Tous les mois, John Mitchell prélève 2.000 à 3.000 francs sur son salaire confortable, sans plus pour payer le papier, les timbres, les disquettes, le téléphone et les déplacements. Car l'association n'est pas riche: elle ne compte que 14 adhérents à jour de leur cotisation (100F par an) et une quarantaine de sympathisants plus ou moins assidus. Toutes les demandes de subvention sont restées lettre morte. «Ce n'est pas grave, on se sent plus indépendant comme ça», assure-t-il.

«4x8», comme son nom l'indique, préconise le passage à la semaine de 32 heures réparties sur quatre jours de travail, sans baisse de salaire pour les bas revenus. «C'est la seule solution pour dégager vraiment des emplois», soutient Mitchell. Selon lui, les 37 heures proposées par Lionel Jospin ou les 35 heures défendues par le Parti communiste et la CGT n'auraient pas le même effet. «Si tout le monde travaille quatre jours, les entreprises seront vraiment obligées d'embaucher, dit-il. Si on se contente de réduire la durée du travail sur cinq jours, elles s'arrangeront pour ne pas le faire.» Les entreprises les plus fragiles résisteront-elles à la semaine de quatre jours? «Oui, l'Etat pourrait les aider.» Avec quel argent? «Il faut faire payer des cotisations sociales aux ordinateurs, à toutes les machines qui font le travail des hommes mais qui ne consomment pas.»

Cette cotisation sociale sur les machines, c'est l'autre dada de John Mitchell. Il fabrique lui-même des petites vignettes qu'il colle sur les billetteries automatiques des gares et sur les distributeurs de billets. «Apte à travailler, apte à payer la cotisation sociale», peut-on y lire. Ses convictions lui

valent parfois des rebuffades. Margaret Thatcher, à qui il avait écrit lorsqu'elle était Premier ministre, lui a fait répondre que son programme ne tenait pas debout. La lettre est soigneusement archivée, avec toutes les autres, dans un grand classeur.

John Mitchell a commencé à militer pour la semaine de quatre jours dans les années 80, bien avant que cette idée soit à la mode et que certains experts ou hommes politiques la reprennent à leur compte. Etudiant en mathématiques appliquées à la prestigieuse faculté de Saint-Andrews, en Ecosse, il était parti étudier l'économie des kibboutz en Israël, avec la ferme intention d'en fonder un en Grande-Bretagne. Le kibboutz anglais n'a jamais vu le jour, mais son séjour dans l'Etat hébreu lui a tout de même permis de rencontrer son épouse, une Française qui partage sa curiosité d'esprit et lui donne un coup de main dans ses activités. «Bien sûr, elle trouve que j'en fais trop, mais moi, j'ai très peur que si le chômage ne s'arrange pas, Le Pen arrive au pouvoir.»

Alors, il continue à bassiner ses collègues avec sa semaine de quatre jours («Des fois, ils me disent que je les agace»), à arborer sa banderole aux Tuileries, à apposer ses autocollants sur les billeteries, à écrire des dizaines de lettres, à courir les colloques sur le chômage, à prendre la parole chaque fois qu'il le peut dans les débats organisés par tel ou tel organisme. Il a été approché par plusieurs partis politiques, mais n'a jamais pu se décider à adhérer à aucun, faute d'être d'accord à 100% avec leur programme. Il entretient des relations aigres-douces avec Partage, l'association de chômeurs de Maurice Pagat, à laquelle il a adhéré longtemps. Bref, il se bagarre. «Se battre pour ses idées, c'est ce qu'il y a de plus important au monde. Je veux pouvoir me dire que j'ai fait ce que je pouvais.»

Pour aller plus loin :

https://www.liberation.fr/futurs/1995/09/02/le-forcat-de-la-semaine-de-quatre-jourspour-faire-passer-cette-idee-et-celle-des-cotisations-sociale_145150/

3) John Mitchell fait le procès du chômage.

Article réservé aux abonnés

par

publié le 5 décembre 1997 à 15h14

L'inventeur de la semaine de quatre jours accuse Jacques Chirac et

Lionel Jospin de «non-assistance à chômeurs en danger». Son Mouvement 4 x 8 (quatre journées de travail de huit heures) organise un procès demain à 15 heures dans le jardin des Tuileries à Paris, avec le soutien des Verts et de plusieurs organisations de sans-emploi (AC!, APEIS, Action cadres bâtiment, MAD"). Le jury sera constitué du public et des passants qui le souhaitent. Ils écouteront les plaidoiries des (faux) avocats, sous la présidence d'un (faux) juge. Le réquisitoire sera prononcé par Mitchell lui-même. Il souligne les «multiples dangers» que le chômage fait courir à «toute la société»: il ronge les «fondements de notre démocratie» et favorise «l'extension des idéologies prônant le racisme, la xénophobie et l'exclusion». Or, «on peut difficilement avoir les yeux fixés en même temps sur la ligne bleue des critères de Maastricht et sur la courbe constamment ascendante du nombre des chômeurs». Il demande à ce que les accusés soient condamnés «à créer des emplois par une réduction massive du temps de travail et par la création d'un véritable secteur d'utilité sociale».

Rens. Mouvement 4 x 8. Tél. 01 34 50 13 93.

Pour aller plus loin :

https://www.liberation.fr/futurs/1997/12/05/john-mitchell-fait-le-proces-du-chomage_224140/

4) La Semaine Anglaise

JOHN MITCHELL est un Français dont l'accent révèle d'emblée l'origine britannique. C'est également un passionné qui consacre son temps libre à militer pour la réduction du temps de travail. De Saint-Denis, où il travaille, à Herblay, où il habite, c'est d'abord par cette passion qu'il s'est fait connaître de beaucoup de gens. Il ne compte plus les lettres et autres argumentaires envoyés aux syndicats et aux partis politiques par son association baptisée «4 x 8». Mais, attention, John Mitchell et son ami Jean-Pierre Fléchar, ouvrier du Livre à la recherche d'un emploi, ne sont pas des militants qui demandent le partage classique du travail et des salaires.

L'article 2 des statuts de leur association indique que l'objectif est «de promouvoir la réduction du temps de travail dans un premier temps à 32 heures en quatre jours avec maintien du salaire pour les bas salaires; de revendiquer une cotisation sur chaque robot, ordinateur et système expert; d'organiser des débats contradictoires pour rechercher les causes et les remèdes au chômage; d'aider les échanges d'idées des différents groupes de chômeurs; de réfléchir sur le travail et sa place dans notre société».

Que l'on soit d'accord ou non avec John Mitchell, on est d'abord frappé par sa passion et sa sincérité. Avec humour, il commence par vous dire que c'est malheureux de voir un Anglais se coltiner cette question dans un pays aux traditions de lutte de classes. «Les 35 heures n'ont pas été instituées et la productivité ne cesse d'augmenter. Notre proposition de quatre fois huit heures dans la semaine a le mérite de la simplicité. C'est une même référence pour tous, y compris pour le calcul des droits sociaux. Larguer nos acquis sociaux pour se soumettre à un prétendu impératif économique est une aberration. Si le partage du travail que propose le gouvernement est accepté, il ne restera plus assez de forces pour éviter la casse du Code du travail, la société duale, la fin de la solidarité entre les travailleurs. Ce sera la pauvreté permanente. Alors que le mi-temps et le temps partiel cassent l'idée juste d'un minimum pour vivre, je pense que la réduction du temps de travail est une idée, non de partage, mais d'égalité devant l'accès au travail», affirme John Mitchell.

Mais comment concilier cette semaine de 32 heures avec la question de la durée d'utilisation des équipements? John Mitchell et Jean-Pierre Fléchar estiment que les 4 x 8 développent une logique de loisirs supplémentaires – avec trois jours de repos hebdomadaires – qui peut, en contrepartie, rendre plus acceptable l'idée d'équipes successives ou de chevauchement d'équipes. «Mais les 4 x 8 ne doivent pas donner lieu à des dérapages qui conduiraient à introduire le travail du dimanche», affirment-ils. «Nous nous plaçons dans une logique de réduction globale du temps de travail, un peu comme en 1936, avec des modalités d'application, branche par branche. Conçue de cette manière, la mesure que nous préconisons est juste, républicaine et égalitaire, alors qu'aujourd'hui on dépense, dans une année, quelques centaines de milliards pour créer des emplois, avec encore plus de chômeurs à chaque fin d'année», ajoute Jean-Pierre Fléchar.

Et les salaires dans tous ça? John déclare que revendiquer le SMIC à 7.500 francs par mois revient d'abord à entretenir l'idée de gagner plus chez les travailleurs. Jean-Pierre affirme, au contraire, que cette revendication n'a rien de déraisonnable dans la société ou nous vivons...

Gérard Le Puill.

5) Journal Humanité

17/08/1996

Qu'allez-vous faire de votre samedi en ce pont du 15 août? FSOUL] .

Participer entre 14 h 30 et 16 h 30 au 44e rassemblement d'associations qui refusent de s'accommoder du chômage comme d'une fatalité. 4 x 8 est une association qui milite pour la semaine de quatre fois huit heures sans perte de salaire. Chaque premier et troisième samedi du mois nous tenons un forum au jardin des Tuileries du côté du Louvre. Avec des militants d'AC! de l'APEIS, d'Action-cadres-BTP et autres, nous invitons les passants et les touristes à signer et à mettre dans «l'urne de la colère» un bulletin qui contient des revendications comme la réduction du temps de travail, les transports gratuits pour les chômeurs, la non-dégressivité des allocations de chômage.

.Que répondez-vous à ceux qui vous comparent aux «folles de mai» en Argentine?

A l'exemple de ces mères courageuses qui refusent que l'on oublie leurs proches disparus, nous refusons que l'on cache le chômage en France. Au Tuileries on s'affuble du masque de Jacques Chirac en rappelant ses promesses électorales sur des calicots. Il en repart des photos vers tous les coins du monde.

Gérard le Puill

6) Réforme des retraites. John, seul manifestant à Montval-sur-Loir



Il n'y avait aucun appel à venir manifester à Montval-sur-Loir, jeudi 16 février 2023, mais cela n'a pas empêché John Mitchell, 70 ans, d'exprimer son opposition à la réforme des retraites.

John, en gilet jaune, et son beau-frère, venu lui rendre visite. | OUEST-FRANCE
Publié le 16/02/2023 à 15h59



John, en gilet jaune, et son beau-frère, venu lui rendre visite. | OUEST-France

Jeudi 16 février 2023, à 14 h, John Mitchell était [le seul manifestant à protester contre la réforme des retraites](#). D'origine écossaise, âgé de 70 ans, il est un ancien ingénieur informaticien. Il a fréquenté les meilleures universités d'Angleterre et d'Écosse. Depuis 1980, il vit en France. « **Je suis ici en simple citoyen. Je ne suis pas syndicalisé** », précise-t-il.

Gilet jaune de la première heure

John Mitchell est Gilet jaune de la première heure. « **Je suis allé sur les ronds points à Montabon. Je défends aussi l'hôpital de Château-du-Loir afin qu'il reste surtout les urgences.** » Selon lui, il faudrait taxer les robots qui remplacent les ouvriers. Il est pour le référendum initiative citoyenneté John « **Je ne voulais pas me rendre au Mans. Effectivement, je suis seul, les gens travaillent et puis, c'est les vacances. Mais ma présence est importante.** »

Pour défendre l'âge du départ à la retraite, il a déjà participé à cinq manifestations. « **Le contact local, c'est très important, entre les ouvriers des entreprises. Il faudrait que les ministres, députés, sénateurs montrent l'exemple pour les retraites** », déclare-t-il. Trois personnes sont venues l'encourager. Vers 15 h, John Mitchell a quitté la place.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/montval-sur-loir-72500/reforme-des-retraites-john-seul-manifestant-a-montval-sur-loir-c53c651a-ae09-11ed-8480-482b3e39e673>



7)

PRESIDENT de l'association 4 x 8, située à Herblay, John Mitchell a fait un doux rêve : que l'organisation du Mondial accepte une 33e équipe virtuelle. Celle symbolisant les chômeurs. Cause perdue par une poignée d'« illuminés », comme se définissent ces militants, convaincus de l'utilité de la semaine de quatre jours. Pour autant, la lutte contre le chômage reste, pour eux, un travail de tous les instants : tracts, manifs, etc. Aussi John Mitchell s'est-il fait aider : l'informaticien d'origine écossaise a créé un site Internet, à la hauteur de la Coupe du monde (1).

« Nous demandons aux internautes de classer les 32 nations ayant participé à ce Mondial, non pas en fonction des qualités ou du niveau de leurs équipes de foot, mais en fonction de ce que les états font en matière de lutte contre le chômage et de leurs performances en faveur de l'emploi, précise John Mitchell. Nous ne voulons pas que la lutte des chômeurs soit complètement mise sous le tapis. »

En trois semaines, plus de 18 000 connexions ont déjà été comptabilisées. « Le 12 juillet, jour de la finale, nous donnerons le classement des nations avec les meilleurs commentaires », sourit John Mitchell.

Connecté régulièrement sur son micro-ordinateur, le militant informaticien révèle déjà une première tendance : « Evidemment, la France est bien représentée dans le trio de tête. Ce n'est pas étonnant, depuis le lancement des négociations dans les branches professionnelles des 35 heures de travail par semaine. »

En 1995, l'association 4 x 8 s'était distinguée dans la course aux 500 signatures de grands électeurs indispensables à la présentation d'une candidature aux présidentielles. Sans succès. Auparavant, John Mitchell avait émis l'idée de taxer les robots.

(1) Adresse Internet : <https://wwwperso.hol.fr/~jimitche>

HERBLAY, HIER, 10 H 30. Président de l'association 4 x 8, John Mitchell invite les internautes à classer les 32 nations du Mondial, au regard de ce que les Etats réalisent en faveur de l'emploi.

<https://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/john-lance-le-mondial-antichomage-sur-internet-07-07-1998-2000148668.php>

8) Les militants antichômage

Article réservé aux abonnés

par

publié le 15 février 1997 à 21h29

L'Apeis. L'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité

des chômeurs et travailleurs précaires est basée à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Tel: 01 46 82 52 25.

Le MNCP. Le Mouvement national des chômeurs et précaires est basé à Paris. Tel: 01 44 62 12 00.

L'Adec. L'Association de défense et d'entraide des chômeurs a son siège à Ailly-sur-Noye dans la Somme. Tel: 03 22 41 13 67.

AC!. Agir ensemble contre le Chômage est actif à Paris et ailleurs. Ses militants sont souvent membres d'autres mouvements. Tel: 01 43 73 36 57.

La CGT possède une section chômeurs. Tel: 01 48 18 80 00. SUD possède aussi une section chômeurs. Tel: 01 44 62 12 00.

4X8. Le mouvement est animé par John Mitchell, un Ecossais haut en couleurs, et basé dans le Val d'Oise. Tel: 01 34 50 13 93.

Pour aller plus loin :

https://www.liberation.fr/futurs/1997/02/15/les-militants-antichomage_196850/

ENQUÊTE

9) AC! les guérilleros antichômage

Article réservé aux abonnés

Kaléidoscope d'associations, le collectif multiplie les opérations coup de poing.

par [Olivier COSTEMALLE](#)

publié le 6 février 1996 à 1h43

(mis à jour le 6 février 1996 à 1h43)

Les comploteurs n'en sont plus à leur coup d'essai. Leur méthode, toujours la même, est bien rodée. Ils préviennent discrètement la presse et la télé qu'une action est prévue tel jour à telle heure, sans indiquer l'endroit précis. Un rendez-vous est fixé sur un quai de métro. De là, on part en groupe envahir la Fnac-Montparnasse, l'usine Rhône-Poulenc de Vitry-sur-Seine ou le siège de la Société générale. Sous l'oeil des caméras, des chômeurs remettent leur CV à la direction. «Dans ce service, il vous manque trois personnes. Pourquoi vous n'embauchez pas?» Embarras garanti pour l'entreprise. Et impact médiatique assuré pour les organisateurs de l'opération, membres d'Agir ensemble contre le chômage (AC!).

Comme Droit au logement (DAL), qui a acquis sa notoriété en réquisitionnant des immeubles, AC! s'est fait une spécialité des «réquisitions d'emplois» spectaculaires. Les deux mouvements entretiennent d'ailleurs des rapports consanguins. Ils ont de nombreux militants en commun, et partagent une même philosophie: l'emploi, comme le logement, est un droit. Pas un privilège. Ils partagent avec Act-up, qui lutte contre le sida, un goût prononcé pour les opérations coup de poing. Sans négliger pour autant l'aide au quotidien: dans les collectifs locaux d'AC!, les chômeurs trouvent une assistance concrète pour remplir les formulaires des Assedic ou pour résoudre un problème juridique.

Contrairement au DAL, AC! n'a pas été monté par un petit groupe de copains. C'est un kaléidoscope d'associations et d'individus, fruit de la crise de la représentation syndicale et du krach de l'emploi. L'objectif: «l'abolition du chômage». A l'origine, il y a la revue Collectif (1), fondée il y a dix ans par des syndicalistes en mal de débats et d'unité d'action. Beaucoup sont des membres de la CFDT en rupture de ban pour cause de désaccord avec la ligne «recentrée» d'Edmond Maire. Indignés de l'incapacité des syndicats à représenter les chômeurs et les exclus, ils décident, en 1993, d'associer salariés et demandeurs d'emploi au sein d'un mouvement qui deviendra AC! Premier coup d'éclat: le nouveau-né parvient à mobiliser plusieurs milliers de personnes pour une marche qui sillonne la France au printemps 1994.

Aujourd'hui, AC! rassemble des militants de tous les horizons. Une forte proportion vient de la gauche CFDT (opposée à Nicole Notat). D'autres cotisent à des syndicats du groupe des dix (SUD, SNUI, etc.), à la FSU (enseignants), à la CGT, et même à la Confédération paysanne. La Ligue des droits de l'homme y est représentée, de même qu'une myriade d'associations antiracistes, féministes, caritatives, d'immigrés, de chômeurs, de sans-abri... Seule l'extrême droite y est interdite de séjour.

Pas facile de faire cohabiter tout ce petit monde, plus habitué à se chamailler qu'à travailler ensemble. Un collectif national est chargé de coordonner l'ensemble. Hébergé un temps rue du Dragon, dans l'immeuble réquisitionné par le DAL, il se réunit maintenant le vendredi matin dans les locaux vieillots de la CFDT-ANPE, rue d'Aligre à Paris. Il y a là, d'ordinaire, une dizaine de personnes: syndicalistes, salariés et chômeurs. Tous ou presque appartiennent au noyau des fondateurs de 1993. En ce moment, ils préparent la prochaine action d'AC!: la manifestation du 23 mars pour la revalorisation des allocations chômage. Plusieurs militent à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ce qui vaut de temps à autre à AC! l'accusation d'être une organisation manipulée par les trotskistes. Le procès fait sourire les intéressés. A vrai dire, les sensibilités sont

diverses, des anarchistes de l'Alternative libertaire aux anciens de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) en passant par la gauche socialiste. «On se contente d'assurer l'intendance, précise le sociologue Patrick Rozenblatt. Mais toutes les décisions sont prises dans les réunions mensuelles de coordination des collectifs locaux.»

Pour éviter les querelles de chapelle, le collectif se refuse à fédérer qui que ce soit. Le principe est celui de l'auberge espagnole: on peut venir avec ses idées et son programme, AC! offre le toit. Au niveau national, le mouvement n'a pas d'existence juridique: il n'est pas constitué en association. Ce n'est qu'un slogan, assorti d'un programme en deux points. Un: des mesures d'urgence pour les chômeurs et les exclus (gratuité des transports, extension du RMI aux jeunes, réforme des allocations chômage). Deux: une forte réduction du temps de travail.

Certaines associations considèrent qu'elles sont membres d'AC!, tandis que d'autres ne font que s'associer, en toute indépendance, à telle ou telle action. Dans le premier camp, on trouve, par exemple, le Mouvement national des précaires et chômeurs (MNCP, héritier du Syndicat des chômeurs de Maurice Pagat) et 4x8 (qui milite en faveur de la semaine de quatre jours). Dans le second figurent l'Apeis (une association très active en région parisienne, soutenue par des municipalités communistes) ou le Comité de lutte et de défense des chômeurs (une émanation de la CGT).

Depuis la marche du printemps 1994, AC! a étendu ses ramifications. «Il existe à peu près 200 collectifs locaux. Mais il est vrai que nous ne sommes pas présents dans certaines régions, dans l'Est notamment», affirme Claire Villiers, porte-parole (2). Certains collectifs ont réussi à s'imposer comme interlocuteurs auprès des élus locaux. Ceux de Toulouse et de Perpignan ont ainsi obtenu, à force d'insistance, la gratuité des transports en commun pour les chômeurs et les salariés précaires dans leurs départements respectifs.

L'expansion d'AC! ne va pas sans tensions. «Les débats sont toujours durs, constate l'économiste Michel Husson, membre du collectif national. Quand vous avez une salle qui compte 50% de chômeurs et 50% de salariés, il y a fatalement des oppositions.» Celles-ci sont d'autant plus inextricables qu'on ne vote pas à AC! «C'est un héritage des coordinations: on avance par le consensus», dit Christophe Aguitton, dirigeant de SUD-PTT.

Comme les coordinations, les réunions d'AC! tournent souvent à la foire d'empoigne. On l'a vu lors d'un «forum» organisé le 21 janvier à l'université de Saint-Denis, en présence de 300 militants. L'association 4x8 a tenté, ce jour-là, d'inscrire la semaine de quatre jours dans les revendications d'AC! «On s'est mis d'accord sur les 32 heures, mais sans préciser si c'est sur quatre ou cinq jours, peste John Mitchell, président de 4x8. J'ai demandé un vote, on me l'a refusé.» Autre débat houleux: la revendication de l'association Cargo d'un «revenu garanti», sorte de RMI généralisé qui serait calé sur le Smic. «Irréaliste», a jugé une partie de la salle. Là encore, pas de vote. Compromis: on s'est accordé sur un «revenu décent» pour tout un chacun...

AC! est-il condamné, pour survivre, à camper sur un socle étroit de revendications en partie inabouties? «Un sociologue vient d'écrire un article dans lequel il explique qu'un groupement comme AC! ne peut pas exister, relève, amusé, Michel Husson. Mais je crois qu'on a prouvé la nécessité d'un mouvement fondé sur l'exigence des droits.»

(1) Collectif, BP 74, 75960 Paris Cedex 20.

(2) Claire Villiers retrace l'histoire d'AC! dans un chapitre de Syndicalisme, quel second siècle? (ouvrage collectif), aux éditions de l'Atelier.

Les prochains rendez-vous d'AC!

Une manifestation est prévue, le 23 mars, pour la renégociation de la convention Unedic, le texte qui fixe les droits des allocataires du régime d'assurance chômage.

Le mouvement organise au printemps prochain une «initiative contre le chômage, pour les 32 heures par semaine, pour les créations d'emploi et pour le droit à un revenu suffisant pour vivre dignement». Des caravanes traverseront la France et convergeront, fin juin, sur Lyon, où doit se tenir un G7.

Une marche européenne contre le chômage est également en préparation pour le printemps 1997.

https://www.liberation.fr/futurs/1996/02/06/ac-les-guerilleros-antichomage_163694/

10) EMPLOI - FORMATION. Réduction du temps de travail: la semaine de quatre jours ou celle de huit jours?

Article réservé aux abonnés

par [Renaud Lecadre](#)

publié le 22 septembre 1997 à 8h33

Pourquoi parler de John Mitchell, et pas de Michel Rocard, Pierre

Larroutou ou Nicole Notat? Tous, à un degré ou à un autre, ont milité en faveur de l'aménagement du temps de travail comme remède contre le chômage. Le premier pourrait prétendre à l'antériorité, mais il n'est qu'un simple citoyen franco-écossais, employé municipal à Saint-Denis. Alors que les trois autres sont, dans l'ordre, ex-Premier ministre, consultant chez Arthur Andersen et secrétaire générale de la CFDT.

Toute la difficulté pour faire émerger les idées d'en bas est là: John Mitchell tient bureau dans le sous-sol d'un pavillon du Val d'Oise; ses réunions publiques du samedi, dans le jardin des Tuileries, n'attirent qu'une poignée de quidams; dans les manifestations, il défile seul, tel un homme-sandwich vantant les mérites de la RTT.

Mitchell est un homme isolé. Son association, 4X8, est quasi-clandestine. Parfois, l'ami écossais en conçoit quelque amertume récemment, les flics lui ont confisqué tout son matériel de propagande, en plein Paris. Mais il jubile quand même en constatant que sa cause progresse.

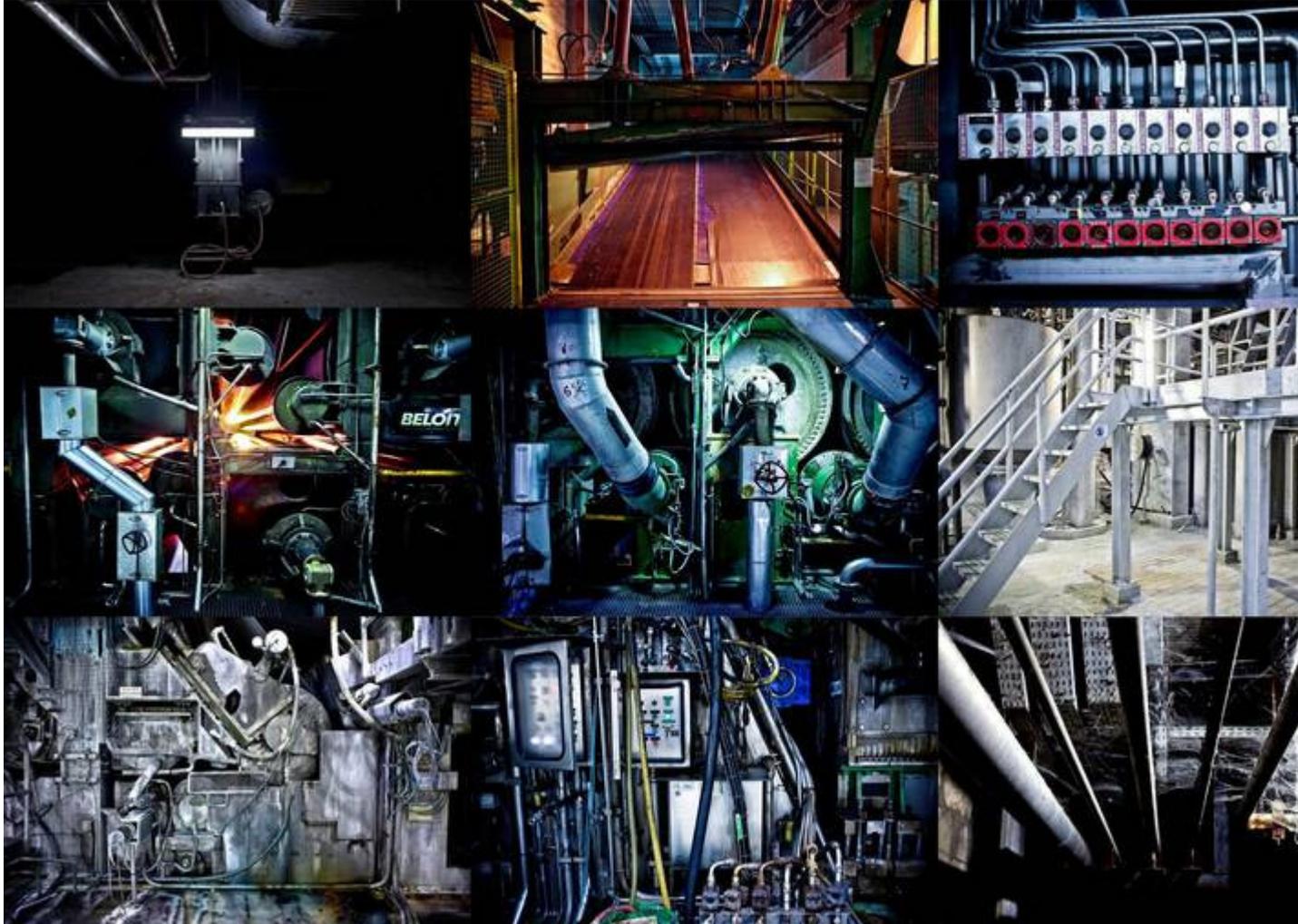
Pour aller plus loin :

https://www.liberation.fr/futurs/1997/09/22/emploi-formation-reduction-du-temps-de-travail-la-semaine-de-quatre-jours-ou-celle-de-huit-jours_214653/

Travail

11) Le Parlement européen va débattre d'une taxe robot

A la surprise générale, la commission juridique du Parlement européen a adopté un amendement pour la mise en place d'une pénalité financière, peu ou prou la même que propose Benoît Hamon.



La «machine» de la papeterie M-Real, à Alizay (Eure). (Photo Laurent Troude pour Libération)

par [Pauline Moullot](#)

publié le 12 janvier 2017 à 16h55

L'actualité européenne rejoint le débat de la primaire de la gauche française. La commission juridique du Parlement européen [a adopté](#) ce matin le rapport de Mady Delvaux sur la robotique. L'eurodéputée, qui a inspiré pour partie le projet de Benoît Hamon, y appelait notamment à la création d'un revenu universel et à la mise en place d'une taxe robot pour maintenir le système social en cas de raréfaction du travail. Contre toute attente, un compromis sur le revenu universel a été trouvé, et un amendement sur la mise en place d'une taxe robots a été adopté.

Il y a quelques jours, Mady Delvaux faisait part de son scepticisme [à Libération](#) : l'eurodéputée luxembourgeoise doutait d'obtenir une majorité pour sa proposition sur le revenu universel, et avait fait une croix sur la taxe robot, rejetée en débat dans un premier temps. Des «*sujets très controversés*», expliquait-elle. Ce matin, la commission juridique a adopté son rapport demandant à Bruxelles de réfléchir à l'instauration de règles sur la robotique. Un compromis a été trouvé sur le

revenu universel, dont on connaîtra la teneur dans quelques jours. Mais sur la taxe robot, la commission juridique est allée plus loin : le compromis qui avait été trouvé sur le sujet a été rejeté, alors qu'un amendement déposé par l'eurodéputé grec Eleftherios Synadinos (du parti néonazi Aube dorée) a été adopté. *«Cela va encore plus loin que ce que nous avons décidé»*, se réjouit l'entourage de Mady Delvaux. L'amendement appelle clairement Bruxelles à réfléchir à un impôt.

«L'éventuelle application d'un impôt sur le travail réalisé par des robots ou d'une redevance d'utilisation et d'entretien par robot doit être examinée dans le contexte d'un financement visant au soutien et à la reconversion des chômeurs dont les emplois ont été réduits ou supprimés, afin de maintenir la cohésion sociale et le bien-être social», dispose l'amendement. Le Parlement européen débattera donc de ces sujets en plénière en février, pour appeler ensuite Bruxelles à légiférer sur ces sujets. *«Cette initiative législative invite la Commission européenne à présenter une proposition législative. Elle n'est pas contrainte de le faire, mais doit exposer ses raisons en cas de refus»*, explique le Parlement [dans un communiqué](#).

Pour aller plus loin :

https://www.liberation.fr/politiques/2017/01/12/le-parlement-europeen-va-debattre-d-une-taxe-robot_1540928/

Interview

12) Taxe robots, revenu universel : Mady Delvaux, l'eurodéputée luxembourgeoise qui a inspiré Hamon

Revenu universel, la bonne idée ?dossier

[Expérimentation pour les jeunes en Haute-Garonne : «C'est vaguement dans l'esprit d'un revenu universel, mais ce n'en est pas un»](#)

Pour le président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence, le revenu de base pour les jeunes prochainement mis en place en Haute-Garonne est plus catégoriel qu'universel. [Politique](#)30 sept. 2021abonnés

[L'Allemagne expérimente son revenu universel](#)

[Europe](#)2 juin 2021
TRIBUNE

[Pour une garantie de l'emploi et non un revenu garanti](#)

[Tribunes](#)16 févr. 2021

[voir tous les articles sur Revenu universel, la bonne idée ?](#)

Le projet du candidat à la primaire s'inspire en grande partie du rapport de Mady Delvaux, eurodéputée socialiste luxembourgeoise, débattu ce jeudi par la commission juridique du Parlement européen.

Au QG de campagne de Benoît Hamon, le 9 décembre. (Photo Marc Chaumeil pour Libération)

par [Pauline Moullet](#)

publié le 12 janvier 2017 à 9h02



Mady Delvaux (*photo LSAP*) est une eurodéputée socialiste luxembourgeoise. Membre de la commission juridique du Parlement européen, elle a planché sur un [projet de rapport](#) sur les règles juridiques concernant la robotique. Entre deux paragraphes sur les voitures sans chauffeur ou la responsabilité civile des robots, son rapport préconise l'instauration d'une taxe robot et d'un revenu universel, sur fond de raréfaction du travail. Un «package» qu'a repris Benoît Hamon, qui a d'ailleurs cité Mady Delvaux sur France 2 le 8 décembre comme étant une des sources d'inspiration de son projet. Alors que le rapport est

noté ce jeudi en commission juridique (expurgé de la taxe robot), elle explique à *Libération* pourquoi ces deux mesures méritent d'être étudiées.

Vous avez entendu parler des idées de Benoît Hamon qui s'inspire de votre rapport pour prôner l'instauration d'une taxe robot ?

Effectivement, et ça m'a intéressé. C'est d'ailleurs le seul candidat qui parle des robots dans la campagne. Et je trouve qu'on n'en parle pas assez. Un des objectifs de ce rapport, c'était aussi de créer un débat, que les gens se rendent compte de ce qui se passe.

Vous préconisez la création d'un revenu universel si des emplois venaient à disparaître à cause des robots. Et la création d'une taxe pour le financer. Comment avez-vous eu cette idée ?

Ce rapport, c'est un appel pour dire qu'il faut suivre l'évolution de l'emploi en Europe et regarder exactement quelles sont les tâches qui vont ou peuvent être effectuées par des robots. Ça semble évident qu'il faut garantir aux gens un revenu, non ? Je n'ai pas été chercher très loin. Quand vous parlez avec quelqu'un de robots, on vous demande toujours «quid des emplois ?» Est-ce que les robots vont détruire les emplois ? Je pense que les robots ne vont pas remplacer les humains, mais qu'il y aura une coopération. La question c'est : est-ce qu'ils vont prendre les emplois de moindre qualification ? Est-ce qu'on arrivera à qualifier suffisamment les personnes pour pouvoir coopérer avec les robots ? C'est un défi pour l'éducation, mais comme on ne sait pas comment sera fait l'avenir, il faut étudier tous les scénarios.

Donc vous avez choisi le scénario pessimiste selon lequel les robots vont supprimer des emplois ?

Non, je dis qu'on doit être prêts à tous les scénarios. Je ne dis pas que ça va arriver, je dis qu'il vaut mieux que nous débattions au cas où ça arrive. On reproche souvent à la politique de ne pas réagir assez vite, de ne pas prévoir, de ne pas se préparer, mais pour une fois qu'on pourrait se préparer, faisons-le ! Un robot, c'est un type fantastique qui peut simplifier la vie, mais si ça change la vie, ça change forcément les relations sociales, les relations humaines...

Les experts sont à peu près partagés. La moitié d'entre eux disent que les robots vont créer plus d'emplois qu'ils ne vont en détruire et l'autre moitié dit l'inverse. Donc, dans cette perspective, il vaut mieux réfléchir maintenant, se préparer. Parce que si jamais le scénario «perte d'emplois» se réalise, alors ça remettra en question notre système de Sécurité sociale, les taxations, le financement... Pour le moment, notre système social repose quand même sur l'emploi, sur la taxation du travail et donc il faudra réfléchir à des modèles alternatifs. Par ailleurs, si beaucoup de gens ne trouvent plus d'emploi parce qu'il n'y en a pas, la réponse sera le revenu universel. Il faudra que les gens puissent encore se nourrir et qu'ils puissent vivre. Si jamais les robots prennent le travail, il faut réfléchir à comment assurer un revenu à la population.

Si ce scénario ne se réalise pas, il n'y a plus besoin de revenu universel ?

Il n'y aura plus besoin de taxe robot. De toute façon, il faut d'abord définir ce que c'est qu'un robot. C'est d'abord un support physique, donc on élimine tout ce qui n'est qu'algorithme. Il a des senseurs et est interconnecté, n'a pas d'éléments biologiques, et il peut apprendre par lui-même. Il y a toute cette ambiguïté entre la digitalisation, l'intelligence artificielle et la robotique. Il faut établir des classifications : une voiture sans chauffeur, ça n'est pas la même chose qu'un robot chirurgical. Mais ce ne sont pas seulement les robots qui vont détruire des emplois. Vous avez le self-scanning qui remplace les caissières, le self-banking qui détruit des emplois dans les banques. Il ne faut pas penser que les emplois vont seulement être détruits par des robots. Donc je pense qu'on est en droit de réfléchir à un revenu universel en général.

Je ne sais pas si c'est très faisable, mais personnellement je pense qu'au moins il faut en débattre. Mais je vous avoue que sur ce passage sur le revenu universel, je ne suis pas sûre d'avoir une majorité lors du vote [*qui a lieu ce jeudi en commission juridique, ndlr*].

Lors des discussions en commission juridique, le passage sur la taxe robot a d'ailleurs été abrogé...

Vous pouvez vous imaginer que ces deux sujets sont très controversés et que nous menons des discussions très intenses. J'ai sorti ce passage parce que, manifestement, je n'avais aucune chance d'avoir une majorité mais je prends le risque de la trouver sur le revenu universel. La commission juridique est seulement compétente pour les lois sur la responsabilité, mais on s'est vite rendu compte qu'on ne peut pas seulement parler des responsabilités quand on parle des robots parce que ça englobe des sujets beaucoup plus larges. En fait, il y a seulement la commission emploi [*au Parlement européen, ndlr*] qui s'est vraiment occupé de la question du travail et eux non plus ne proposent pas tel quel le revenu universel parce que c'est un mot qui fait peur. Ça donne lieu à des débats très idéologiques : les uns disent que ça va désinciter les gens à travailler, que ça va les décourager... Honnêtement, pour moi le grand défi, c'est l'éducation. Est-ce qu'on arrive à former les gens ? Parce que si ça change la manière de travailler des Français, alors il y aura les gagnants et les perdants. Comme dans chaque révolution industrielle. Et les perdants, est-ce qu'on arrivera à les rattraper, à leur donner suffisamment de compétences pour qu'ils puissent s'adapter à ce nouveau monde et qu'ils ne décrochent pas ? J'ai le souci de la cohésion sociale. Et si les différences entre ceux qui gagnent et ceux qui perdent deviennent plus grandes, je ne sais pas comment on va continuer à vivre ensemble.

Vous avez été en contact avec Benoît Hamon ou son équipe ?

Non, jamais.

Mise à jour, jeudi 12 janvier 2017 à 17h16: la Commission juridique du Parlement [a finalement adopté](#) un compromis sur le revenu universel et un amendement sur la taxe robot ce jeudi lors de l'adoption du rapport.

https://www.liberation.fr/politiques/2017/01/12/taxe-robots-revenu-universel-l-eurodeputee-luxembourgeoise-qui-a-inspire-hamon_154069

Éditorial

13) La taxe robot de Hamon soutenue par... Bill Gates

par [Christophe Alix](#), Chef de service Futurs
publié le 20 février 2017 à 20h16

Que n'a-t-on entendu depuis que Benoît Hamon, le candidat de la raréfaction du travail, a inscrit l'idée d'une taxe sur les robots dans son programme ! Une taxe anticompetitivité, ont déploré les uns en pointant le retard déjà pris par la France en matière de robots industriels par rapport à l'Allemagne et même l'Italie. Elle va décourager l'innovation, se sont alarmés les autres, en présentant l'ex-frondeur devenu majoritaire comme un malthusien décroissant à vous désespérer ce qui reste d'industrie française. Le philanthrope et milliardaire américain Bill Gates, qui a davantage potassé ces questions que nos hommes politiques, a dû les cueillir à froid. Comme il l'explique au site *Quartz*, le fondateur de Microsoft est lui aussi favorable à cette idée «saugrenue». *«Si un travailleur humain produit, disons, une richesse de 50 000 dollars dans une usine, ce revenu est taxé, expose-t-il. Si une machine vient et fait la même chose, on pourrait penser que l'on impose le robot à un niveau similaire.»* Un raisonnement identique à celui du vainqueur de la primaire à gauche, selon lequel si un robot remplace un humain, il n'est pas illogique qu'il paie à sa place des cotisations sociales, sans lesquelles l'Etat-providence ne serait plus qu'un doux souvenir. Pour Bill Gates, qui le dit autrement mais aboutit à la même conclusion, la robotisation aura ceci de bien qu'elle va libérer la main-d'œuvre de leur labeur dans les usines et entrepôts pour *«pouvoir faire un meilleur travail auprès des personnes âgées, avoir des classes d'élèves moins nombreuses, aider les enfants qui ont des besoins particuliers»*. Des tâches nécessitant *«empathie»* et *«compréhension humaine»* que l'intelligence artificielle, aussi puissante soit-elle, aura beaucoup plus de mal à imiter que l'analyse d'un IRM par un radiologue bac + 15.

Ces nouveaux emplois au service de l'humain, certes d'une grande valeur sociale, seront en revanche moins créateurs de valeur au sens économique et productiviste du terme, prévient Gates. D'où cette taxe destinée à financer en partie des activités qui, sans ce transfert de richesses de la high-tech, auront le plus grand mal à trouver un modèle solvable. Après Elon Musk, le fondateur des voitures électriques Tesla qui milite pour un revenu universel, et Bill Gates, favorable à une taxe robot, on finirait presque par se demander si Hamon n'est pas le candidat caché de la Silicon Valley.

Pour aller plus loin :

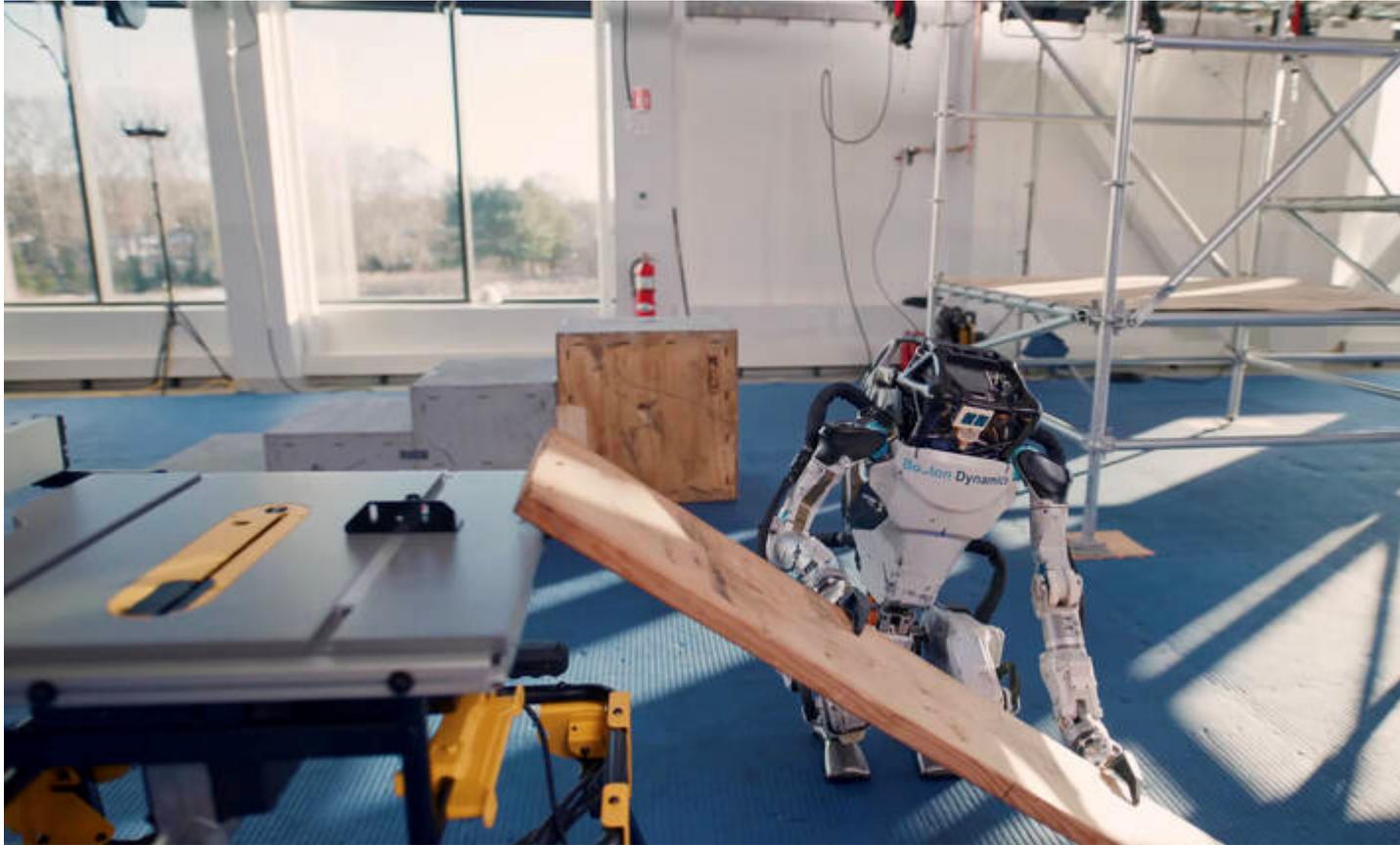
https://www.liberation.fr/futurs/2017/02/20/la-taxe-robot-de-hamon-soutenue-par-bill-gates_1549849/

TRIBUNE

14) Retraites : et si on taxait le travail des machines ?

Article réservé aux abonnés

L'automatisation et la numérisation ont permis d'alléger la pénibilité du travail, mais elles ont aussi supprimé des emplois. Ces évolutions nourrissent moins les personnes remplacées que les actions en Bourse. Il est temps de faire cotiser les robots, estime le journaliste et réalisateur Gilles Luneau.



Le robot Atlas de la firme américaine Boston Dynamics peut être l'assistant d'usine ou de chantier. (JLPPA/Bestimage)

par Gilles Luneau, Journaliste, réalisateur
publié le 18 février 2023 à 6h34

Je suis né en 1950 et j'ai grandi avec la promesse sociale que tous les progrès techniques dans tous les domaines serviraient nécessairement l'avènement d'un monde meilleur où [les machines](#) allégeraient la pénibilité du travail, où l'automatisation et la robotisation supprimeraient les sales boulots, ceux qui tuaient à petit feu, genre cabine de peinture dans l'automobile. Je me souviens de discours où des gens importants, en costume et cravate sombres, annonçaient pour l'an 2000, des usines robotisées travaillant pour le bien de tous. Mes frères et moi avons été élevés avec cette promesse. Les machines promises sont là, elles ont supprimé des emplois et au lieu de nourrir les personnes remplacées elles grossissent des actions en Bourse. Première trahison.

Ces dernières semaines, on parle beaucoup de travail notamment de [désaffection présumée des Français](#) à son égard, avec pour cause un manque de reconnaissance des patrons pour le travail fourni et une envie de ne pas passer sa vie à la gagner. Constat auquel je souscris mais qui me

semble avoir un point aveugle d'importance. On ne parle pas de la disparition des métiers sous le nivellement des compétences par la numérisation.

La rupture technologique numérique

Quelles que soient les professions, les personnes de ma génération avaient un métier. Un métier dont chacun dans l'accomplissement du travail bien fait tirait une fierté. Cela n'empêchait pas de batailler pour le salaire. [La numérisation](#) a remplacé les savoir-faire par leur réduction à de la gestion de données numériques. En d'autres termes, et de plus en plus, n'importe qui peut faire n'importe quoi, c'est-à-dire piloter un programme qui commande une chaîne de production. Il n'y a rien dans une tâche numérique qui permette d'en tirer une fierté. Tout le monde a le même savoir-faire. Tout le monde est interchangeable. La rupture technologique numérique est une seconde trahison, anthropologique.

Fort de ces deux constats, il est peut-être temps de revenir à la promesse initiale, c'est-à-dire faire fonctionner les machines pour le bien de tous. Pourquoi ne pas prélever des cotisations sociales sur chaque machine remplaçant un employé ? Celles et ceux qui ont pensé notre système social avaient prévu de l'asseoir sur le travail, qui à l'époque cheminait à parts égales avec le métier et l'emploi. Penser la maladie de notre système dans le déséquilibre entre cotisants et pensionnés est un biais intellectuel qui laisse ceux qui l'ont mis à mal continuer à en profiter.

C'est une vision réductrice qui évacue la cause : la suppression de millions d'emplois et de métiers par la numérisation et la délocalisation. Les vraies causes sont là. Si on garde les fondamentaux de départ, il faut faire cotiser le travail des machines et taxer socialement les importations de produits autrefois fabriqués en Europe. Ce peut être la première marche avant un accord sur la taxation sociale des mouvements financiers. On peut ensuite, sans hystérie, parler de droit à la paresse.

Pour aller plus loin :

[Réforme des retraites](#)

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/retraites-et-si-on-taxait-le-travail-des-machines-20230218_VKWMSZPAXFEBVKD36R2ZAHOBCEM/

15) Benjamin LUCAS POUR UNE COTISATION SUR LES ROBOTS

